

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE BOGEVE



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 15

L'an deux mille dix-neuf le dix-huit décembre, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire le 12 décembre 2019 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Jacqueline ROCH, 1^{ère} adjointe, en l'absence du Maire.

PRESENTS :

Mmes BABE Alice – BOVET Aurélie - DUBOIS Anne Gaëlle – GAL Catherine – JULLIARD Laurence.

MM. BAUER Frédéric - BRON Pierre – DELAVOET Jean-Pierre - FOREL Jules-GAVARD Patrick – GRILLET Luc.

ABSENTS EXCUSES :

Madame BOUVAREL Magali ayant donné pouvoir à Madame BABE Alice
Monsieur CHARDON Patrick ayant donné pouvoir à Madame ROCH Jacqueline
Monsieur CHARDON Didier.

Secrétaire de Séance : Madame Laurence JULLIARD

N°2019/051 : Approbation du zonage d'assainissement-Volet Eaux Pluviales

Dans le cadre de l'article L 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes doivent délimiter et approuver leur zonage de l'assainissement – volet eaux pluviales après enquête publique.

Ce zonage a pour effet de délimiter :

Volet Pluvial :

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Dans le cadre de la révision de son plan local d'urbanisme, la commune de BOGEVE a choisi le bureau d'étude spécialisé NICOT afin de réaliser sur la commune le zonage de l'assainissement des eaux pluviales.

A l'issue de cette étude, le conseil municipal s'est prononcé favorablement sur le projet de zonage de l'assainissement des eaux pluviales et a décidé sa mise à l'enquête publique par délibération N°2019/018 en date du 17 avril 2019.

Conformément à l'arrêté municipal en date du 24 juillet 2019 et à la législation en vigueur,

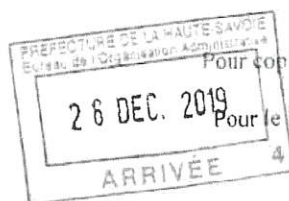
Monsieur Georges CONSTANTIN a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le tribunal administratif. L'enquête publique s'est déroulée du 02 septembre 2019 au 05 octobre 2019 inclus dans les locaux de la Mairie de BOGEVE.

Considérant qu'il était nécessaire d'approuver un zonage d'assainissement des eaux pluviales pour assurer une compatibilité avec les objectifs d'urbanisation du futur PLU et définir ainsi une politique d'assainissement ;

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2224-10 ;
- Vu la loi 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- Vu la loi 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;
- Considérant la préservation de l'environnement et en particulier de la qualité de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes et des milieux ainsi que la prévention des nuisances et pollutions de toutes natures sont parmi ces conditions ;
- Considérant que la nécessité d'une cohérence entre les zones constructibles d'un futur PLU et les possibilités d'assainissement s'impose ;
- VU la délibération du conseil municipal N°2019/018 en date du 17 avril 2019 validant le projet de zonage de l'assainissement des eaux pluviales,
- VU l'avis de la DREAL N°2019-ARA-KKUPP-01496.. en date du 06 juillet 2019 concernant l'examen au cas par cas du zonage de l'assainissement des eaux pluviales conformément à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales,
- ~~VU l'arrêté municipal en date du 24 juillet 2019 soumettant le projet de zonage de l'assainissement des eaux pluviales à enquête publique,~~
- VU les conclusions du commissaire enquêteur,

Le Conseil Municipal après avoir entendu cet exposé, **à l'unanimité des membres présents,**

- **DECIDE** d'approuver le zonage de l'assainissement des eaux pluviales tel qu'il est annexé à la présente,
- **DIT** que le zonage de l'assainissement des eaux pluviales approuvé est tenu à disposition du public en mairie pendant les jours et heures habituels d'ouverture des bureaux,



Pour copie conforme à l'original,
Le 19 décembre 2019
Pour le Maire absent, la 1^{ère} adjointe.

Jacqueline ROCH



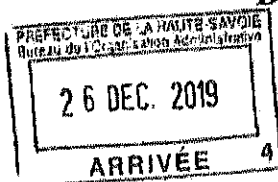
Délibération rendue exécutoire après

Réception en Préfecture le

Et affichage du

au

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE



COMMUNE DE BOGEVE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 15

L'an deux mille dix-neuf le dix-huit décembre, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire le 12 décembre 2019 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Jacqueline ROCH, 1^{ère} adjointe, en l'absence du Maire.

PRESENTS :

Mmes BABE Alice – BOVET Aurélie - DUBOIS Anne Gaëlle – GAL Catherine – JULLIARD Laurence.

MM. BAUER Frédéric - BRON Pierre – DELAVOET Jean-Pierre - FOREL Jules-GAVARD Patrick – GRILLET Luc.

ABSENTS EXCUSES :

Madame BOUVAREL Magali ayant donné pouvoir à Madame BABE Alice
Monsieur CHARDON Patrick ayant donné pouvoir à Madame ROCH Jacqueline
Monsieur CHARDON Didier.

Secrétaire de Séance : Madame Laurence JULLIARD

**N°2019/052 : INSTITUTION DROIT DE PREEMPTION URBAIN
(dans le cadre d'un Plan Local d'Urbanisme)**

Monsieur le Maire-Adjoint en charge de l'urbanisme expose au conseil municipal :

L'article L211-1 du code de l'urbanisme offre la possibilité aux communes dotées d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé d'instituer un droit de préemption (DPU), sur tout ou partie des zones urbaines ou à urbaniser, telles qu'elles sont définies par ce plan.

Ce droit de préemption permet à la commune de mener une politique foncière en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations d'aménagement répondant aux objets définis à l'article L300-1 du code de l'urbanisme, à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels.

Ce droit peut être exercé pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation des dites actions ou opérations d'aménagement (L210-1 du code de l'urbanisme).

Après avoir entendu l'exposé de M. le Maire-Adjoint en charge de l'urbanisme, et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents,

☐ **DECIDE** d'instituer le droit de préemption urbain sur les secteurs suivants tels qu'ils figurent au plan annexé à la présente :

- zones urbaines : UA-UAH-UA1-UC-UCH-UE-UX
- zones d'urbanisation future : AU-AUA

du PLU approuvé le 18 décembre 2019.

☐ **DONNE** délégation, à M. le maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain conformément à l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales et précise que les articles L2122-17 et L2122-19 sont applicables en la matière.

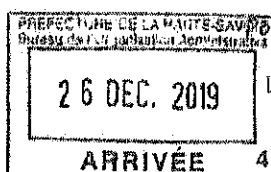
☐ **PRECISE** que le droit de préemption urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en mairie et d'une mention dans deux journaux diffusés dans le département.

☐ **le périmètre d'application du droit de préemption urbain** sera annexé au dossier de PLU conformément à l'article R151-52/7 du code de l'urbanisme.

☐ une copie de la délibération sera transmise :

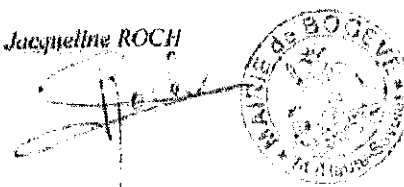
- à M. le Préfet,
- à M. le directeur départemental des finances publiques,
- à M. le président du conseil supérieur du notariat,
- à la chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près du tribunal de grande instance,
- au greffe du même tribunal.

☐ **un registre** sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'affectation définitive de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L213-13 du code de l'urbanisme.



Pour copie conforme à l'original.
Le 19 décembre 2019
Pour le Maire absent, la 1^{ère} adjointe,

Jacqueline ROCH



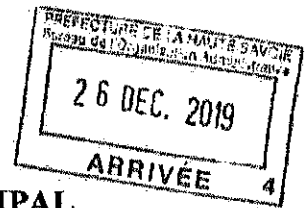
Delibération rendue exécutoire après
Réception en Préfecture le

Et affichage du au

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DE BOGEVE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**



NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 15

L'an deux mille dix-neuf le dix-huit décembre, le Conseil Municipal, convoqué en session ordinaire le 12 décembre 2019 s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Madame Jacqueline ROCH, 1^{ère} adjointe, en l'absence du Maire.

PRESENTS :

Mmes BABE Alice – BOVET Aurélie - DUBOIS Anne Gaëlle – GAL Catherine – JULLIARD Laurence.

MM. BAUER Frédéric - BRON Pierre – DELAVOET Jean-Pierre - FOREL Jules-GAVARD Patrick – GRILLET Luc.

ABSENTS EXCUSES :

Madame BOUVAREL Magali ayant donné pouvoir à Madame BABE Alice
Monsieur CHARDON Patrick ayant donné pouvoir à Madame ROCH Jacqueline
Monsieur CHARDON Didier.

Secrétaire de Séance : Madame Laurence JULLIARD

**N°2019/050 : Approbation de la révision générale du PLAN
LOCAL d'URBANISME**

Le Conseil Municipal,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 151-1 à L 151-43 et R 153-1 à R 153 - 18;

VU la délibération du conseil municipal du 07 juin 2019 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de BOGEVE et définissant les modalités de concertation au titre des articles L 103-2 et suivants du code de l'urbanisme ;

VU la délibération du conseil municipal du 19 septembre 2018 relatif aux orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L 153-12 du code de l'urbanisme ;

VU la délibération du conseil municipal du 12 juin 2018 relatif à la modernisation des PLU et à l'application des articles R 151-1 à R 151 - 55 du code de l'urbanisme pour le PLU de BOGEVE ;

VU la délibération du 17 avril 2019 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;

VU l'arrêté du Maire n°2019/30 en date du 24 juillet 2019 mettant à l'enquête publique le projet de PLU arrêté par le conseil municipal ;

Entendu le rapport et les conclusions favorables du commissaire-enquêteur;

VU l'examen des requêtes enregistrées lors de l'enquête publique et les réponses apportées aux conclusions du commissaire enquêteur;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique ainsi que les propositions du Commissaire enquêteur nécessitent quelques modifications mineures du projet de PLU qui ne changent pas l'économie générale du document;

Considérant que le projet de révision générale du PLU, tel qu'il est présenté au conseil municipal, est prêt à être approuvé conformément à l'article L 153-21 du code de l'urbanisme;

Le Conseil Municipal, son rapporteur entendu et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

1°) **APPROUVE** la révision générale du PLU tel qu'il ressort du dossier annexé à la présente délibération ;

2°) **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R.153-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme :

- d'un affichage en mairie durant un mois,
- d'une mention en caractères apparents dans un journal local diffusé dans le département.

3°) **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire :

- dès lors que la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de BOGEVE (en présence d'un SCoT approuvé) a été publié et transmis à l'autorité administrative compétente dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Générale des Collectivités Territoriales, et cela conformément à l'article L 153-23 du Code de l'Urbanisme ;

La présente délibération produit ses effets juridiques dès sa transmission au Préfet, conformément à l'article L.153-23 du Code de l'Urbanisme, et dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au dernier alinéa de l'article R153-21 du Code de l'urbanisme ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Le dossier de PLU révisé et approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de BOGEVE, aux jours et heures habituels d'ouverture) et à la préfecture, conformément aux articles L 153-22 et L.133-6 du Code de l'Urbanisme.

Pour copie conforme à l'original,
Le 03 octobre 2019
Pour le Maire absent, la 1^{re} adjointe,

Jacqueline ROCH



Délibération rendue exécutoire après
Réception en Préfecture le

Et affichage du ...
au ...